



Quels sont les grands systèmes économiques et sociaux ?

Le xx^e siècle a été marqué par la coexistence de deux systèmes antagonistes : le système capitaliste et le système socialiste.

Le système socialiste, né en Russie après la révolution de 1917, s'est ensuite propagé à d'autres pays d'Europe centrale après la Seconde Guerre mondiale mais aussi sur d'autres continents (Chine, Corée du Nord, Cuba, etc.).

Après 1989, les pays du « socialisme réel », incapables de se réformer, connaissent une transition difficile vers l'économie de marché ; plus de dix ans après la chute du mur de Berlin, la libéralisation se révèle un semi-échec.

Document 13

Cependant, le marché est presque partout restauré (en Chine y compris malgré le maintien d'un système politique totalitaire) et le système capitaliste domine la planète.

Le tableau suivant permet une comparaison des deux systèmes sur le plan des principes économiques. Il montre aussi les distances prises dans la réalité avec les modèles théoriques.

	Principes théoriques		En réalité	
	Capitalisme	Socialisme	Capitalisme	Socialisme
Propriété des moyens de production	Propriété privée.	Propriété collective ou étatique.	Les services publics se développent après 1945.	La petite propriété privée des moyens de production se développe dans les années 70-80.
Mode de régulation et rôle de l'État	Le marché détermine les prix. L'État est un État gendarme.	Le plan, organe de l'État, impose les prix et les quantités à produire. Document 14	L'État providence se développe après 1945, la planification est seulement incitative.	Un marché embryonnaire s'est développé à partir des années 70.
Rôle des entreprises	L'entrepreneur libre de ses choix économiques recherche le profit, en concurrence avec d'autres entreprises.	L'entrepreneur ne recherche pas le profit. Son activité dépend du plan. Les entreprises ne sont pas concurrentes.	La concurrence engendre souvent la concentration et l'émergence d'oligopoles.	La concurrence entre les entreprises porte sur les moyens de production (matières premières, machines) demandés au plan. Document 15
Structures sociales	Plusieurs classes sociales.	Suppression progressive des classes sociales.	L'exclusion sociale se développe en période de crise.	Les classes sociales subsistent.
Structures politiques	Démocratie.	Système de parti unique.	Des régimes dictatoriaux se développent (Chili sous Pinochet, Espagne sous Franco).	Les régimes mis en place portent atteinte aux libertés d'opinion, de conscience, etc. (totalitarisme).



Document 13

- En quoi peut-on dire que la transition vers le marché constitue un semi-échec ?

Documents 14 et 15

1. Par quoi sont contraints les systèmes capitaliste et socialiste ?
2. Comment peut-on expliquer l'état de pénurie chronique caractéristique des anciennes économies planifiées de type soviétique ?

→ Activités 2 et 3 p. 34

Le libéralisme peine à passer à l'est

Le malaise est perceptible dans plusieurs pays d'Europe centrale et orientale (PECO). Leurs dirigeants sont aujourd'hui confrontés au ressentiment d'une grande partie de la population, prompt à désigner les seuls bénéficiaires, à ses yeux, du changement (les suppôts du « capitalisme de nomenklatura ») et à dénoncer la situation sociale peu enviable qui lui est faite. (...)

C'est que tout est allé à la fois trop vite et trop lentement. Trop vite les décisions de politique économique qui, au nom de la « thérapie de choc », visaient à basculer radicalement d'un système d'économie planifiée à celui d'une économie de mar-

ché, sans véritable soubassement institutionnel, juridique, politique.

Trop lentement lorsque, après avoir réalisé que les futurs « petits dragons » d'Europe de l'Est n'avaient qu'un lointain rapport avec les « tigres » d'Asie orientale, il a fallu opérer beaucoup plus graduellement les réformes voulues par le FMI et la Banque mondiale.

À l'heure du bilan de la décennie, il faut aussi évoquer, côté passif, les scandales qui ont émaillé les privatisations, le sous-développement du secteur bancaire, la quasi-inexistence, dans bien des pays, des marchés de capitaux, enfin, sans doute l'un des points les plus préoccu-

pants, le délabrement du système social et sanitaire.

C'est là indéniablement le point noir de la transition, celui de la régression générale due à la disparition des systèmes de santé qui, avec l'éducation, faisaient partie de l'image de marque sociale de ces pays.

Partout le chômage a augmenté et des maladies disparues (la tuberculose par exemple) ont refait leur apparition (...)

À l'inverse, en l'espace de dix ans, les Européens de l'Est ont non seulement reconquis leur liberté individuelle mais ils ont aussi restructuré quantité d'anciens combinats obsolètes, créé des dizaines de milliers de PME dont certaines ont su se position-

ner sur des marchés prometteurs, commencé à élaborer des politiques fiscales, monétaires et d'échanges commerciaux.

Il reste qu'à l'heure actuelle le PIB par tête de la plupart des habitants des régions d'Europe centrale et de l'Est reste inférieur de 50 % à celui de leurs homologues de l'Union européenne. Un fossé que « l'Occident kidnappé », selon la formule du Tchèque Milan Kundera, espère bien combler au plus vite. Dès que les dix pays est-européens candidats auront rejoint les Quinze, effaçant quarante années de guerre froide et de conflits idéologiques.

Serge Marti, *Le Monde*
du 9 novembre 1999

Document 14

LA PLANIFICATION CENTRALISÉE : LA LOGIQUE DU MARCHANDAGE

Dans le processus de détermination des objectifs du plan, chaque entreprise devait « marchander » avec le ministère dont elle dépendait : elle minimisait ses capacités de production et maximisait ses besoins en matières premières, capital. Le marchandage avait lieu de la même manière entre les diffé-

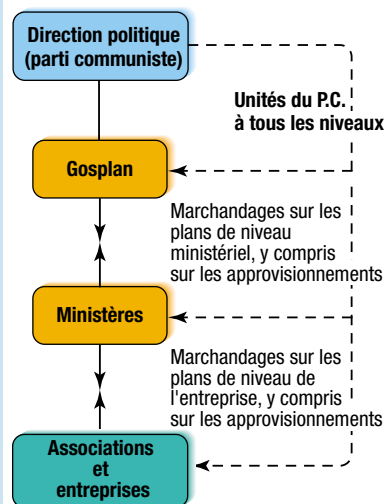
rents ministères et le centre (Gosplan + Direction politique). Chaque ministère avait intérêt à disposer de ressources lui permettant d'étendre son empire industriel.

La direction politique précisait les arbitrages définitifs en fonction des objectifs de développement et des

priorités sectorielles (selon les époques on souhaitait favoriser l'industrie lourde ou au contraire développer telle ou telle industrie de biens de consommation).

Conséquence du marchandage : le système était opaque et conduisait au gaspillage des ressources.

Les niveaux de marchandage



Document 15

L'économie de pénurie

Si, à l'Ouest, la crise économique ouverte en 1974 a secoué bien des habitudes de pensée, quinze ans plus tard l'effondrement du « socialisme réel » à l'Est sonne le glas de la version fossilisée du marxisme qui y faisait fonction d'idéologie officielle. (...)

Il convient à cet égard de saluer la démarche originale de Janos Kornai (...), spécialiste hongrois de la planification optimale.

(...) Kornai oppose les systèmes « contraints par la demande » à ceux qui sont « contraints par les ressources » : alors que la première situation est, normalement, plutôt celle des pays capitalistes, la seconde

caractérise les pays de l'Est, dans lesquels les entreprises, jugées sur la réalisation d'objectifs planifiés de production, ne subissent qu'une contrainte monétaire « lâche », et de ce fait manifestent une demande insatiable de facteurs provoquant un « pompage » permanent des ressources disponibles. L'état de pénurie chronique qui en résulte est générateur de nombreux inconvénients, tels que le rythme chaotique de la production, le surstockage, les substitutions forcées, le faible intérêt pour la qualité et l'innovation, etc.

J. Boncoeur et H. Thouément,
Histoire des idées économiques, Tome 2, Nathan

L'économie de marché en question

L'économie de marché constitue-t-elle le point d'aboutissement de l'Histoire et doit-elle pour bien fonctionner se passer de toute intervention de l'État ? Ou au contraire le marché détruit-il les structures collectives et produit-il inégalités et violences ?

La fin de l'Histoire dix ans après

par Francis Fukuyama*

J'énoncerai d'entrée cet axiome de base : rien de ce qui est survenu dans la politique mondiale ou l'économie globale durant ces dix dernières années ne remet en cause, à mon avis, ma conclusion : la démocratie libérale et l'économie de marché sont les seules possibilités viables pour nos sociétés modernes. [...]

Les événements de la seconde moitié de la décennie – dont la tourmente financière qui a débouché sur la crise économique en Asie, l'arrêt

apparent des réformes démocratiques en Russie et l'instabilité soudain révélée du système financier international – ont été plus menaçants, à bien des égards, pour l'hypothèse de la fin de l'Histoire que ceux de la première moitié. Je n'ai jamais soutenu, après tout, que tous les pays deviendraient ou pouvaient devenir démocratiques à court terme, mais seulement que l'histoire humaine s'inscrivait dans une logique évolutive qui conduirait les nations les

plus avancées vers la démocratie libérale et les marchés.

La mondialisation est là pour longtemps et pour deux raisons cruciales au moins. Pour commencer, il n'y a plus d'autre modèle viable de développement qui laisse augurer de meilleurs résultats qu'elle, même après la crise de 1997-1998.

La seconde raison tient à la technologie. Le mouvement actuel est conforté par la révolution des technologies de l'information, qui ont disséminé

le téléphone, la télécopie, la radio, la télévision et l'Internet jusque dans les coins les plus reculés de la planète. Ces changements donnent plus de pouvoirs aux individus et hâtent la démocratisation à mille degrés divers. Aujourd'hui, il n'est plus de pays qui puisse totalement se couper des médias planétaires ou des sources extérieures d'information.

* Politologue américain. En 1989, son article « La fin de l'Histoire » a entraîné de multiples controverses autour du marché comme aboutissement de l'Histoire.

Le Monde, 17 juin 1999

La « troisième voie » est sans issue

par Milton Friedman*

Aujourd'hui, le « marché » remporte, selon les uns, une victoire absolue, tandis que, selon les autres, il constitue une lourde menace. Partout les politiques sont à la recherche d'une « troisième voie » permettant de contourner ses rigueurs. [...]

La question cruciale n'est pas de savoir si l'on fera jouer le marché ou pas. Toutes les sociétés – communiste, socialiste ou capitaliste – se servent du marché. La distinction cruciale est celle de la propriété privée. Qui sont les acteurs du marché et au nom de qui jouent-ils ? S'agit-il de fonctionnaires

gouvernementaux œuvrant au nom de « l'État » ? Ou s'agit-il de personnes privées œuvrant pour leur compte personnel ? (...)

L'introduction d'un plus grand nombre de mécanismes du marché privé peut être annulée en totalité ou en partie par un changement trop limité. [...]

Si la « troisième voie » a le moindre sens, elle devrait s'attacher à triompher des obstacles politiques qui empêchent l'expansion du marché. [...] Le défi consiste à surmonter les obstacles sans subir ces inconvénients. Sitôt qu'on souhaite réfor-

mer une politique gouvernementale, qu'il s'agisse de privatiser les télécommunications ou de réduire les aides agricoles, on est presque toujours confronté aux mêmes problèmes : triompher des avantages acquis, décourager les rentes de situation. Cette « tyrannie du statu quo » est la principale raison pour laquelle les mécanismes politiques sont infiniment moins efficaces que ceux du marché pour encourager un changement dynamique, pour nourrir la croissance et la prospérité.

Rares sont les règles permettant de renverser cette ty-

rannie de l'immobilisme. Il en est une, claire, à tout le moins : s'il faut privatiser ou élaguer une activité publique, faites-le complètement. Ne recherchez pas un compromis grâce à une privatisation partielle ou à une réduction partielle du contrôle étatique. Semblable stratégie revient tout simplement à laisser dans la place un quartier d'adversaires déterminés qui travailleront avec diligence (et souvent avec succès) à renverser la vapeur.

* Économiste libéral, chef de file du courant monétariste, prix Nobel d'économie en 1976

Le Monde, 20 juillet 1999

L'essence du néolibéralisme

Qu'est-ce que le néolibéralisme ? Un programme de destruction des structures collectives capables de faire obstacle à la logique du marché pur.

Par Pierre Bourdieu*

Le mouvement, rendu possible par la politique de déréglementation financière, vers l'utopie néolibérale d'un marché pur et parfait, s'accomplit à travers l'action transformatrice et, il faut bien le dire, *destructrice* de toutes les mesures politiques visant à *mettre en question toutes les structures collectives* capables de faire obstacle à la logique du marché pur : nation, dont la marge de manœuvre ne cesse de décroître ; groupes de travail, avec, par exemple, l'individualisation des salaires et des carrières en fonction des compétences individuelles et l'atomisation des travailleurs qui en résulte ; collectifs de défense des droits des travailleurs, syndicats, associations, coopératives. [...]

Les entreprises doivent s'ajuster de manière de plus en plus rapide aux exigences

des marchés ; cela sous peine, comme l'on dit, de « perdre la confiance des marchés », et, du même coup, le soutien des actionnaires qui, soucieux d'obtenir une rentabilité à court terme, sont de plus en plus capables d'imposer leur volonté aux *managers* et d'orienter leurs politiques en matière d'embauche, d'emploi et de salaire.

Et pourtant le monde est là, avec les effets immédiatement visibles : non seulement la misère d'une fraction de plus en plus grande des sociétés les plus avancées économiquement, l'accroissement extraordinaire des différences entre les revenus, la disparition progressive des univers autonomes de production culturelle, cinéma, édition, etc., par l'imposition intrusive des valeurs commerciales, mais aussi et surtout la destruction de toutes

les instances collectives capables de contrecarrer les effets de la machine infernale, au premier rang desquelles l'État, dépositaire de toutes les valeurs universelles associées à l'idée de *public*, et l'imposition, partout, dans les hautes sphères de l'économie et de l'État, ou au sein des entreprises, de cette sorte de darwinisme moral qui, avec le culte du *winner*, instaure comme normes de toutes les pratiques la lutte de tous contre tous et le *cynisme*.

Peut-on attendre que la masse extraordinaire de souffrance que produit un tel régime politico-économique soit un jour à l'origine d'un mouvement capable d'arrêter la course à l'abîme ? En fait, on est ici devant un extraordinaire paradoxe : alors que les obstacles rencontrés sur la voie de la réalisation de l'ordre nouveau – celui de l'individu seul, mais libre –

sont aujourd'hui tenus pour imputables à des rigidités et des archaïsmes, et que toute intervention directe et consciente, du moins lorsqu'elle vient de l'État, est d'avance discréditée, donc sommée de s'effacer au profit d'un mécanisme pur et anonyme, le marché (dont on oublie qu'il est aussi le lieu d'exercice d'intérêts), c'est en réalité la permanence ou la survivance des institutions et des agents de l'ordre ancien en voie de démantèlement, et tout le travail de toutes les catégories de travailleurs sociaux, et aussi toutes les solidarités sociales, familiales ou autres, qui font que l'ordre social ne s'effondre pas dans le chaos malgré le volume croissant de la population précarisée.

* Sociologue, professeur au Collège de France

Le Monde diplomatique, mars 1998

Marché, inégalités, violence

Les inégalités excessives que le marché engendre vont à l'encontre de la solidarité, et même de la croissance. Une société est d'autant mieux capable d'affronter le changement que ce dernier ne pénalise personne. [...] En provoquant du chômage, en frappant d'exclusion les moins bien formés – ou les plus jeunes, sans expérience professionnelle –, le fonctionnement du marché aboutit à faire supporter le poids des ajustements sur des couches sociales défavorisées, qui tendent alors à s'appau-

vrir, voire à se marginaliser. Cette situation n'est pas seulement injuste, elle entraîne un fractionnement de la société qui, tôt ou tard, finit par se payer : les banlieues tristes des HLM engendrent insécurité, galère, voire drogue et violence. La coexistence, dans les mêmes lieux, de Mercedes et de Restaurants du cœur finit par être explosive. [...] Tous les hommes d'affaires intelligents savent qu'un minimum de redistribution est le gage de la paix sociale, laquelle est le gage de la croissance. Cela, le marché ne le

fait pas spontanément. Il faut donc l'organiser, dans l'intérêt même du système économique. Ce n'est pas par philanthropie que les premiers systèmes de retraite ou d'allocations familiales ont été mis en place entre 1920 et 1939. [...] Sans l'intervention moralisatrice d'un gendarme, l'ordre spontané vanté par les libéraux se transforme en un désordre violent.

Denis Clerc*

* Économiste, directeur de la revue *Alternatives économiques*. *Sciences humaines*, n° 6, mai 1991